

LESOTHO

Le Lesotho est un petit Etat entouré de tous côtés par la République sudafricaine. Il a une superficie de 30.355 km² et, d'après une estimation de juin 1968, sa population est de 910.000 habitants. Autrefois protectorat britannique il a conquis son indépendance en septembre 1966 et fait partie du Commonwealth. Grâce à son climat tempéré (dû à l'altitude) l'agriculture du pays basée sur la production de céréales assure sa subsistance.

SYSTÈME DU CRÉDIT

La situation du Pays ne lui a pas permis d'établir un système bancaire autonome. Sous la domination anglaise les services bancaires étaient assurés par les filiales sudafricaines de la *Barclays Bank* et de la *Standard Bank*, tandis qu'une dizaine de bureaux de poste effectuaient la collecte de l'épargne pour le compte de la Caisse d'épargne postale d'Afrique du Sud.

Le Lesotho n'a ni Banque centrale, ni monnaie nationale, celle qui est utilisée l'était déjà pendant la période coloniale, elle a été ensuite adoptée officiellement, après l'obtention de l'indépendance: c'est le rand sudafricain (1) divisé en 100 cents, et dont la parité avec le dollar des Etats-Unis est de 1,40.

(1) Voir Botswana, zone du rand.

La *Barclays Bank* et la *Standard Bank*, ont créé une filiale à Maseru et assurent les services bancaires à l'intérieur du Pays; la première à l'aide de quatre agences, et la seconde avec dix agences ouvrant une fois par semaine et réparties dans les différents districts.

Les principales activités du Pays sont l'agriculture et l'élevage du bétail; pour satisfaire, en partie tout au moins, aux besoins en crédit de ce secteur, des institutions gouvernementales et des coopératives ont été fondées. Dans le cadre du *Progressive Farmers' Scheme* le gouvernement a constitué, en 1962, l'*Agricultural Development Fund* (A.D.F.) dont le but est de stimuler l'amélioration des techniques agricoles en fournissant aux agriculteurs l'assistance technique et financière dont ils ont besoin. Ils peuvent obtenir des prêts saisonniers pour l'achat des semences, des fertilisants, des insecticides, etc.

Au cours de ces dernières années, sous les auspices de l'Université de Botswana, Lesotho et Souaziland, plusieurs *Credit Unions* ont été fondées [d'après les projets proposés par la C.U.N.A. (1)]; ces *Unions* ont formé à leur tour une association, la *Credit League*. Le système fonctionne de manière satisfaisante au bénéfice mutuel des associés, mais des restrictions lui sont imposées du fait qu'il faut nécessairement beaucoup de temps pour en assurer la diffusion. Ce mouvement mutualiste a pu jusqu'à présent avoir une action limitée dans le processus de transfert de l'épargne des familles au crédit à l'agriculture du fait qu'il tend tout particulièrement à donner des habitudes d'épargne et à apprendre comment le crédit doit être utilisé correctement par les coopérateurs en puissance.

(1) La C.U.N.A. (*Credit Unions National Association*) créée comme association nationale aux Etats-Unis, s'est transformée ensuite en C.U.N.A. *International*, dont le siège est à Madison (Wisconsin, U.S.A.).

Il existe enfin au Lesotho la *Farmer's Marketing Cooperative Union of Lesotho* (F.M.C.U.L.), qui groupe environ deux cent coopératives agricoles de crédit et de commercialisation, et dont l'objet principal est d'accorder aux membres des coopératives associées les financements voulus pour la commercialisation des produits de leurs exploitations (en particulier la laine et le mohair), l'achat en gros des biens de consommation à céder ensuite aux membres de l'association, l'octroi de crédit agricole d'exercice, et en même temps de faire une propagande active en faveur de la constitution de l'épargne.

L'action de ces organismes a toujours été limitée, cependant, par suite de la très faible quantité de ressources financières mises à leur disposition, et de manque de personnel technique, le *staff* de techniciens étant très réduit.

LIGNES DIRECTRICES POUR L'EXPANSION DU PAYS

En vue de remédier à la carence existante dans le secteur du crédit, le gouvernement a demandé en 1969 aux Nations Unies l'assistance technique nécessaire à la constitution d'une banque de développement.

Une mission de la F.A.O. a dirigé les études préliminaires, et cette mission a considéré qu'il convenait de créer au Lesotho un institut spécial de crédit dont les activités engloberaient plusieurs secteurs. Son but principal devrait être d'accorder des crédits à l'agriculture à court terme (en vue de compléter, et non de remplacer les activités de l'A.D.F. et du F.M.C.U.L.) et à moyen terme (allant de trois à cinq ans et devant être utilisés pour l'acquisition d'outillage mécanique et pour des installations d'irrigation), tandis que le plafond du crédit aux secteurs de l'industrie et du

commerce devrait être calculé en fonction des excédents de fonds disponibles après avoir satisfait aux besoins du secteur agricole.

Etant donné le régime particulier de la propriété rurale dans ce Pays (toutes les terres appartiennent au roi; les pâturages sont mis à la disposition de tous les éleveurs et sont communs, tandis que les terres cultivables sont données en usufruit aux agriculteurs, habituellement à raison de 2,5 ha par tête), la mission de la F.A.O. a estimé que l'octroi de crédits à long terme (de plus de cinq ans) aux agriculteurs devait être déconseillé.

Entre temps, il a été créée une *Special Tax* dans le Pays, ce nouvel impôt devant procurer à l'Etat les ressources nécessaires à la constitution et au financement initial de la *Development Bank of Lesotho*.

LIBÉRIA

La république de Libéria est située dans la zone occidentale du continent africain et donne sur l'Océan Atlantique. Sa superficie couvre 111.369 km², d'après une estimation de 1969 sa population est de 1.150.000 habitants.

Le Libéria décida de proclamer la république en 1847 et se déclara Etat libre et indépendant. Etant donné qu'une partie de ses citoyens était composée de nègres d'Amérique y ayant immigré après la suppression de l'esclavage, ce pays conserva toujours des liens politiques et économiques étroits avec les Etats-Unis d'Amérique.

L'expansion économique qui a amené le Libéria à faire partie des Pays d'Afrique ayant le plus fort revenu pro capite n'a eu lieu qu'au cours des dix dernières années. La grande stabilité politique du Pays est à la base de ces progrès récents de l'économie, de même, la législation de la « porte ouverte » qui a été adoptée encourage l'afflux des investissements étrangers, ainsi que les vastes ressources en minerais qui y ont été découvertes et font du Libéria l'un des plus importants parmi les producteurs de minerais de fer dans le monde.

SYSTÈME MONÉTAIRE

Depuis la formation du Libéria la monnaie en circulation dans le Pays est le dollar des Etats-Unis. Tout d'abord, ce dernier

fut utilisé librement, mais il fut ensuite adopté officiellement par l'ordonnance du 19 août 1943 qui a sanctionné le cours légal des billets de 1, 2, 5, 10 et 20 dollars ainsi que des monnaies divisionnaires des Etats-Unis. Ce n'est qu'au moment où il est devenu membre du Fonds monétaire international que s'est posé, pour le Libéria, le problème de la définition d'une unité monétaire nationale. C'est alors que l'on choisit le « dollar libérien » comme monnaie nationale dont la valeur est la même que celle du dollar des Etats-Unis. Bien qu'elle ait une existence légale cette monnaie libérienne n'a jamais été émise et la masse monétaire a continué, en fait, à être constituée par des dollars des Etats-Unis. Le Trésor libérien, toutefois, a frappé des monnaies de 1, 2, 5, 10, 25 et 50 centimes et d'un dollar qui circulent en même temps que les monnaies divisionnaires des Etats-Unis.

Du fait qu'il n'y a pas d'institut monétaire central, le volume de la masse monétaire en circulation et ses variations dépendent directement de la politique des banques privées opérant dans le Pays. Une telle politique est par ailleurs liée aux principaux flux de recettes et de dépenses du système économique: ce qui revient à dire aux transactions avec l'étranger et à celles de l'Etat.

SYSTÈME BANCAIRE

La *Bank of Monrovia*, la première banque fondée en Libéria et qui se vante d'une série de filiales bien organisée et dont le réseau couvre le Pays tout entier, effectue pour le compte de l'Etat toutes les opérations de trésorerie et de caisse. Si besoin est, cette banque consent des prêts au gouvernement pour faire face à des déséquilibres temporaires entre les recettes et les dépenses du budget du Trésor. Elle opère également comme un agent de l'Etat pour la fourniture des monnaies des Etats-Unis. Enfin, depuis 1965, elle

exerce des fonctions de *clearing* pour les autres banques commerciales.

Comme il n'y a pas de loi bancaire, l'activité des banques commerciales est réglementée par la « loi générale sur les affaires ». Le gouvernement élabore en ce moment une loi spéciale pour réglementer le secteur du crédit et, entre temps, il a pris soin de faire en sorte que le système du crédit soit mieux articulé en favorisant la création d'instituts spéciaux ayant pour objet le financement de l'expansion de l'économie.

A la fin de 1970 le système du crédit en Libéria comprenait sept banques commerciales, quelques banques et organismes de développement et un institut de crédit agricole.

Les banques commerciales exerçant leur activité dans le Pays sont: la *Bank of Monrovia* (fondée en 1955, elle est affiliée à la *First National City Bank* de New York); la *Liberian Trading and Development Bank* (constituée en 1955 et affiliée à la *Bankers Trust Company* de New York et à la *Mediobanca* de Milan); la *Chase Manhattan Bank* (fondée en 1961); la *Bank of Liberia* (fondée en 1956, elle est sous le contrôle de la *Chemical Bank* de New York depuis 1962); la *International Trust Company of Liberia* (créée en 1960 et affiliée à la *International Bank* de Washington); la *Commercial Bank of Liberia* (qui appartient à la *Intra Bank* de Genève et de Beyrouth); la *Union National Bank (Liberia) Inc.* (fondée en 1963, elle est affiliée à la *Union National Bank* de Beyrouth).

Ainsi qu'on peut le remarquer ces banques sont presque toutes placées sous la prédominance d'intérêts américains (quatre sur sept); une appartient à une coparticipation de capitaux italiens et américains; deux sont affiliées à des instituts bancaires libanais. Ces banques effectuent toutes les opérations de crédit commercial qui vont de la collecte de l'épargne sous les diverses formes de

dépôts en compte courant ou d'épargne remboursables à vue ou à terme, à l'achat et à la vente de titres, à l'achat et à la vente de devises, à la garde de valeurs, etc. Ces banques consentent des crédits, surtout à court terme, sous forme de découvert en compte courant, pour faire face aux besoins de gestion des entreprises. Les principaux bénéficiaires de ce crédit sont les maisons de commerce, les manufactures et les entreprises de construction.

Les principaux instituts spéciaux de crédit opérant dans le Pays sont les suivants: 1) la *Liberian Bank for Industrial Development and Investment*; c'est la plus grande banque de développement du Pays. Fondée en 1965 en collaboration avec la *Kreditanstalt für Niederanfbau* de Francfort sur le Main et de l'*Istituto Mobiliare Italiano*, cette banque opère sous l'égide de la *Liberian Development Corporation* et de la *International Finance Corporation*; 2) la *Liberian Bank for Industrial Development*, constituée avec l'aide d'établissements des Etats-Unis; 3) la *Agricultural Credit Corporation* qui est active dans le domaine de l'assistance technique et financière accordée à l'agriculture, particulièrement pour réaliser les projets de développement assistés par les Etats-Unis d'Amérique; 4) la *Liberian Industrial Development Corporation* qui a pour but de prendre des participations dans de petites entreprises industrielles en vue de leur fournir une assistance technique et financière.

Dans son ensemble, le système bancaire libérien continue à être nettement assisté par l'étranger. En effet, ceci se justifie amplement par suite du niveau relativement faible de l'épargne locale, comparé au grand besoin de crédit justifié par le rythme auquel se développe l'économie de ce Pays.

LIBYE

La Libye, située en Afrique du Nord, comprend trois vastes territoires: la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan. Sa superficie de 1.759.540 km² couvre en grande partie des régions désertiques; d'après une évaluation de juin 1968, sa population est de 1.803.000 habitants. Elle a formé avec l'Egypte et la Syrie la République Arabe Unie, le 17 avril 1971. C'est le premier pays producteur de pétrole en Afrique (réserves de 4.110 millions de tonnes).

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

Les activités bancaires, au sens moderne donné à ce mot, ont débuté en 1907 lorsque fut ouverte une filiale du *Banco di Roma* à Tripoli.

A la fin de la période 1930-1940 les filiales des: *Banco di Napoli*, *Banco di Roma*, *Banco di Sicilia* et *Banca d'Italia* exerçaient leur activité en Libye. La filiale de la *Banca d'Italia*, outre ses activités bancaires normales était chargée des services de trésorerie pour le compte de l'Etat. Il existait également dans le Pays: deux Caisses d'épargne, l'une pour la Tripolitaine et l'autre pour la Cyrénaïque, qui traitaient particulièrement les problèmes du crédit agricole et du crédit foncier. En 1934, ces deux Caisses furent réunies et constituèrent la Caisse d'épargne de Libye.

La monnaie officielle était la lire italienne; la livre sterling et le franc français étaient également utilisés pour les échanges

commerciaux. Il était fréquent, pour les échanges entre la Cyrénaïque et l'île de Crète, qu'ils soient effectués en drachmes grecques.

Après la deuxième guerre mondiale, lorsque la domination italienne eut pris fin, et en vue de préparer la proclamation de l'indépendance, un organisme a été créé en 1950, sous le nom de *Preparatory Currency Committee*, chargé de préparer les instruments nécessaires pour donner au nouvel Etat sa propre monnaie. Le Comité, qui comprenait des représentants de Libye, Italie, France et Grande Bretagne, prépara un « accord financier provisoire » qui fut paraphé le 13 décembre 1951, sur la base duquel la Grande Bretagne s'engageait à fournir 100% des livres sterling nécessaires pour garantir la première émission de la monnaie libyenne.

En février 1952 une « Commission monétaire libyenne » fut instituée dont la première mission fut d'émettre la nouvelle monnaie. On appela celle-ci la lire libyenne, elle fut divisée en cent piastres et mille millièmes. La nouvelle monnaie fut mise en circulation le 21 mars 1952 et sa première émission (dont la clôture eut lieu formellement le 24 juin de la même année) fut destinée à remplacer les monnaies ayant circulé jusqu'à ce moment-là dans les trois régions du Pays (en Tripolitaine, les liras des « Autorités militaires britanniques »; en Cyrénaïque, les sterlings égyptiennes; au Fezzan, les francs algériens) selon les coefficients de change suivants: une lire libyenne pour: 480 liras des autorités militaires britanniques; 97,5 piastres égyptiennes; 980 francs algériens.

La parité de la lire libyenne a été fixée à 2,48828 grammes d'or fin, soit 2,80 dollars des Etats-Unis. Bien que dotée d'un système monétaire indépendant la Libye rentra dans la zone sterling et la valeur de la monnaie libyenne fut fixée au pair avec la sterling. Toutefois, la dévaluation de la livre sterling en 1967 n'a pas été

suivie par celle de la lire libyenne, si bien que le coefficient de change est maintenant de 85,7125 livres libyennes pour 100 livres sterling.

Pendant l'été de 1954 un *memorandum* avait été préparé par le gouvernement de la Libye en vue d'instituer une banque nationale et une banque agricole. En application de ce document on constitua un comité d'experts, représentant l'Egypte, les Etats-Unis d'Amérique, la Grande Bretagne, la Turquie et la France, qui élaborait un projet de loi pour la constitution des deux banques et la promulgation de la loi bancaire et de celle sur le contrôle des changes.

La loi constituant la *National Bank of Libya* fut approuvée le 26 avril 1955. La Banque ouvrit ses guichets le 1er avril 1956. L'articulation de son organisation comprenait quatre départements: de l'émission; bancaire; de la comptabilité; du secrétariat. Elle se présentait donc comme un institut d'émission ayant des activités bancaires et habilitée en même temps à remplir quelques missions typiques d'une Banque centrale.

En 1961 on constitua un comité d'experts du Ministère des Finances et de la Banque nationale qui fut chargé de préparer un projet de loi pour réformer cette dernière et réglementer les activités bancaires. On procéda à une étude comparative des lois bancaires et des statuts des banques centrales en opération dans les pays arabes et dans les pays d'Asie et d'Afrique en voie de développement et on aboutit à la formulation de la nouvelle *Central and Commercial Banking Law* qui fut approuvée le 5 février 1963.

La *National Bank* reçut une nouvelle appellation et devint la *Bank of Libya*; elle fut réorganisée de telle sorte que les trois fonctions de banque d'émission, banque centrale et banque com-

merciale furent nettement scindées. La nouvelle loi conféra à la *Bank of Libya* l'autorité nécessaire dont sont couramment revêtues les banques centrales. Elle se vit conférer, en particulier: le pouvoir de développer et de diriger le système bancaire en se basant sur des procédures bancaires efficaces et dans l'intérêt de l'économie nationale le droit de recourir à tous les instruments conventionnels dont une banque centrale se sert pour maintenir la stabilité et l'efficacité des systèmes monétaire et financier.

ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

La *Bank of Libya* est un organisme public au capital de 1 million de liras libyennes, entièrement versé par l'Etat. Si besoin est, ce montant pourra être augmenté par décision du Conseil des ministres sur proposition de la Banque. La direction des activités de cette dernière est confiée à un Conseil d'administration composé du Gouverneur, du sous-Gouverneur et de six Conseillers, l'un d'eux étant le représentant du Ministre des Finances. Le Gouverneur et le sous-Gouverneur sont désignés par décret du Chef de l'Etat, leur mandat est de cinq ans, renouvelable; les autres administrateurs sont nommés par le Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances après qu'il ait consulté le Gouverneur de la Banque. Ils ont un mandat de trois ans, renouvelable.

Le Gouverneur et, en son absence, le sous-Gouverneur, est le directeur exécutif de la Banque; il en gère l'administration générale et les affaires ordinaires sous la surveillance du Conseil d'administration. Il est de sa compétence de: 1) convoquer le conseil, le présider et en faire exécuter les délibérations; 2) diriger, surveiller et contrôler les opérations de la Banque; 3) faire les investisse-

ments et, éventuellement, céder à des particuliers la totalité ou une partie de ces investissements; 4) signer seul, au nom et pour le compte de la Banque; 5) représenter la Banque dans ses relations avec le gouvernement, en justice et en toutes autres occasions; 6) exercer tous les autres pouvoirs à lui conférés par la loi bancaire et les règlements y afférant.

Le Conseil d'administration se réunit une fois par mois, ou même plus souvent, chaque fois qu'il en est prié par le Ministre des Finances. La réunion est valide si au moins la moitié de ses membres sont présents (parmi ceux-ci le Gouverneur ou le sous-Gouverneur) et il délibère à la majorité des conseillers présents; en cas de parité, le vote du président est considéré comme prioritaire. Des experts ou des membres du personnel peuvent être invités à assister aux réunions, sans y avoir le droit de voter. Les réunions du Conseil peuvent être tenues hors des locaux de la Banque mais toujours sur le territoire national. Il relève de la compétence du Conseil d'administration de diriger les affaires; il élabore la politique monétaire et exerce le contrôle du crédit, ces deux missions étant assignées par la loi à la Banque.

RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

Aux termes de la loi et de son statut la Banque centrale est investie des missions suivantes: 1) émettre la monnaie légale et régler le volume de la circulation monétaire; 2) formuler la politique sur le crédit et diriger les activités de la banque de telle sorte que l'expansion économique du Pays ait lieu conformément aux directives de la politique générale de l'Etat.

Pour atteindre ces objectifs la Banque est habilitée à: 1) poursuivre une politique sélective du crédit en vue de satisfaire les

exigences financières des entreprises industrielles, agricoles et commerciales, suivant une échelle de priorités; 2) contrôler l'activité des banques; prescrire le maintien de réserves obligatoires et de réserves de liquidité; fournir aux banques, si nécessaire, les ressources financières voulues pour exercer leur activité et sauvegarder les droits de leurs clients; 3) administrer les réserves or de l'Etat.

Au droit exclusif d'émission correspond l'obligation de défendre le pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur et à l'extérieur. Dans un tel but, la banque doit constituer une réserve de fonds égale au volume de la circulation monétaire, composée de: a) lingots d'or, monnaies en or, devises étrangères convertibles sur la base du statut du F.M.I. ou autres monnaies convertibles, à condition que leur montant global n'excède pas 25% de toutes les activités du département d'émission; b) titres, y compris les bons du Trésor, émis ou garantis par le Gouvernement libyen et dont l'échéance peut atteindre jusqu'à 15 ans, et le montant global ne pas excéder 10% des activités globales du département d'émission; c) bons du Trésor ou autres titres émis ou garantis par des états étrangers, dont les monnaies peuvent être incluses dans la réserve, venant à terme dans un laps de temps de cinq années et à condition que ces titres aient une valeur n'excédant pas 65% des activités totales du département d'émission. Compte tenu de cette restriction le Conseil d'administration de la Banque peut autoriser une réserve contenant des titres étrangers dont l'échéance est à 15 ans à condition que leur valeur n'excède pas 15% des activités globales de ce département monétaire.

Il convient d'ajouter que c'est à la Banque centrale que sont confiés la réglementation et le contrôle des changes et qu'elle a l'obligation de gérer la réserve or conformément aux exigences imposées par la politique économique générale de l'Etat.

RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ÉTAT

Aux termes de la loi, la Banque centrale est tenue d'assurer les services bancaires de l'Etat, des administrations locales et des entreprises publiques. D'autre part, ces organismes sont dans l'obligation de se servir de ladite Banque pour leurs services de caisse et de trésorerie. Les fonds déposés par le Trésor et les administrations provinciales sont improductifs, mais par contre il ne peut être présenté des notes de frais pour les services bancaires rendus.

La Banque centrale doit être consultée par le gouvernement sur l'opportunité et les conditions d'émission des emprunts de l'Etat. C'est la Banque qui, à son tour, doit pourvoir à l'émission, au service et au remboursement des emprunts en question. Dans le cas d'un déficit temporaire des recettes du Budget de l'Etat, la Banque est autorisée à consentir des avances au Trésor selon des modalités qui feront à chaque fois l'objet d'un accord avec le Gouvernement et qui sera déterminé par la situation monétaire et par la situation du crédit de la nation. Le volume global de ces avances ne pourra excéder 10% des recettes inscrites dans les prévisions budgétaires et leur remboursement devra avoir lieu avant la fin de l'année financière au cours de laquelle les avances auront été consenties. Aucune autre avance ne sera faite au gouvernement tant que le remboursement de celles consenties au cours des années antérieures n'aura pas été effectué.

Conformément à l'article 21 de la loi bancaire, le Gouvernement peut déléguer à la Banque centrale les fonctions et les charges dérivant de la participation de la Libye à des institutions financières internationales ou la mission de représenter ce pays pour tous contrats, négociations et transactions avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales, en ce qui concerne les problèmes monétaires, financiers, économiques et commerciaux.

C'est au Ministre des Finances qu'il appartient de spécifier, de commun accord avec le conseil de la Banque, les opérations commerciales que cette dernière peut effectuer, tout en fixant au même moment les modalités et conditions auxquelles la banque devra se conformer, entre autres celle de porter sur des rubriques séparées les comptes relatifs à de telles opérations.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

Pour atteindre ses buts institutionnels la Banque centrale est habilitée à: 1) acheter, vendre, importer, exporter et négocier de quelque façon que ce soit des monnaies et lingots d'or; 2) acquérir et vendre des devises étrangères; 3) réescompter des effets commerciaux et des billets à ordre cambiaires dont l'échéance n'excède pas six mois, et dérivant d'opérations de crédit commercial, portant deux ou plusieurs signatures de personnes notoirement solvables; 4) faire l'acquisition ou la vente de titres émis par l'Etat si leur échéance n'excède pas quinze ans, et des titres d'Etats étrangers remboursables dans un délai de dix ans, au plus.

La Banque peut, en outre, effectuer des opérations de crédit avec toutes les banques et autres instituts de crédit enregistrés conformément aux normes de la loi bancaire. Dans l'éventualité de conditions imprévisibles modifiant l'équilibre du marché du crédit, et avec l'autorisation préalable du Conseil des Ministres, la Banque centrale peut consentir aux banques commerciales des prêts extraordinaires dans les limites jugées nécessaires à faire face aux besoins essentiels du marché financier.

Pour faire face à leurs dépôts passifs, les banques commerciales doivent constituer des réserves obligatoires qui seront déposées à la Banque centrale. Suivant les besoins en liquide du système du crédit cette dernière pourra apporter des changements

au taux de réserve obligatoire dans des limites allant de 5% à 20% pour les dépôts à terme et ceux d'épargne, et de 10% à 40% sur les dépôts à vue, les soldes inutilisés et les facilités de crédit sans nantissements.

Dans les limites susdites toute augmentation des pourcentages de réserve devra être effectuée aussi graduellement que possible et, sauf dans les cas d'urgence, elle devra être notifiée aux banques quinze jours au moins avant sa mise en vigueur. Les réserves en objet devront être constituées en liras libyennes et ne sont pas productives d'intérêt. Le conseil d'administration de la Banque centrale peut, toutefois, autoriser le transfert à d'autres activités d'une partie de ces réserves. La Banque ne peut en aucun cas employer pour l'octroi de prêts commerciaux les disponibilités provenant des réserves bancaires obligatoires.

Il convient de rappeler enfin que la *Bank of Libya* possédant une section effectuant des opérations de banque commerciale, bien qu'elles restent distinctes de celles effectuées en tant que banque centrale, elle dispose d'un instrument des plus valides pour conditionner le marché du crédit en rapport avec les exigences de la stabilité monétaire et des lignes directrices prévues pour l'expansion de la politique économique du Pays.

SYSTÈME BANCAIRE

Par un décret du 22 décembre 1970 le Conseil de la révolution libyen a entièrement nationalisé toutes les banques opérant dans le Pays. Cette mesure a mis fin à un processus commencé par deux décrets du 13 novembre 1969 en vue de nationaliser les quatre banques principales de nationalité étrangère opérant dans le Pays: la *Barclays Bank D.C.O.* (19 succursales et 216 millions de dollars de dépôts) devint alors la *El Giumhurria Bank*; le *Banco di Roma*

reçut une nouvelle appellation de *Umma Bank* tandis que le *Banco di Napoli* et l'*Arab Bank* devinrent respectivement *El Istiklal Bank* et *El Uruba Bank*. Ces banques, qui détenaient 48,5% de l'épargne du Pays, furent contraintes de céder 51% de leurs actions à des citoyens libyens auxquels devait être également réservée la majorité des sièges dans les conseils d'administration, et auxquels devait revenir la charge de Président.

En mars 1970 la *Barclays Bank* a cédé au Gouvernement libyen la totalité de son paquet d'actions, les deux banques italiennes ont été complètement nationalisées le 21 juillet lorsque le Conseil de la révolution décida la confiscation de tous les biens italiens.

Le décret du 22 décembre ne concerne donc plus en fait que trois banques: la *Commercial Bank*, la *North Africa Bank* (à capital britannique), et la *Sahara Bank* (à capital américain). Ce décret, cependant, ne se limita pas à décider la nationalisation, mais il introduisit une réorganisation totale du système bancaire de la nation.

En pratique, cette série de mesures aura pour effet de baser le système bancaire sur cinq banques qui viendront s'ajouter à la banque centrale, trois d'entre elles seront entièrement contrôlées par l'Etat, tandis que, dans les deux autres, seuls les citoyens libyens seront autorisés à avoir un nombre de participations restreint.

Les *El Giumhurria Bank* et *Umma Bank* déjà sous le contrôle de l'Etat continueront à opérer comme des unités distinctes. D'après les dispositions prises, la section commerciale de la Banque de Libye sera séparée de la Banque centrale et intégrée à la *El Uruba Bank* et à la *El Istiklal Bank*, donnant naissance à un nouvel organisme bancaire entièrement placé sous le contrôle de l'Etat qui sera désigné sous le nom de *National Commercial Bank*. Les deux banques à capital mixte seront la *Sahara Bank* et la banque nouvel-

lement constituée: *Masraf el Wahada* qui sera formée par la fusion de toutes les autres banques opérant dans le pays avant la nationalisation.

Les participations de l'Etat à l'activité bancaire seront toutes détenues par la *Bank of Libya* à qui sera même dévolue la compétence pour diriger les activités de tout le secteur. En outre cette banque portera à 51% au moins sa participation au capital des deux banques à capital mixte.

Aux termes du décret de nationalisation les propriétaires étrangers recevront compensation sous forme du paiement comptant de la valeur comptable nette des actions détenues par eux le 22 décembre, date d'entrée en vigueur de la loi de nationalisation. Les actionnaires libyens des banques devant faire partie des deux banques nouvellement créées recevront des actions de celles-ci à titre de compensation. Toutefois, selon le décret de nationalisation: « aucun citoyen libyen, ou un de ses parents jusqu'au 4ème degré de parenté, ne peut posséder d'actions d'une banque libyenne pour un montant supérieur à 5 mille livres sterling libyennes ». L'excédent devra être cédé à d'autres citoyens libyens intéressés, et ce à la valeur comptable nette, le Gouvernement se réservant le droit d'approuver le prix et les autres conditions de cession.

Ces banques effectueront toutes les opérations courantes d'une banque commerciale: elles recueilleront des dépôts en compte courant (pour lesquels il n'est pas d'usage en Libye de verser un intérêt) et des dépôts d'épargne, à vue ou à terme; elles consentiront des prêts à court et moyen terme par des opérations d'escompte, d'avances, d'ouvertures de crédit en compte courant, de comptes de financement pour le retrait des documents d'importation, etc. La priorité dans l'octroi des crédits sera déterminée par leur degré d'intérêt social suivant une échelle des valeurs fixée par la Banque centrale.

Si nécessaire, les banques commerciales pourront obtenir des financements de la Banque centrale; les formes adoptées seront toujours les modalités habituelles d'avance et d'ouverture de crédit, le réescompte étant une forme de recours très limitée.

Parmi les autres instituts de crédit dont la structure n'a pas été modifiée par la loi du 22 décembre on compte:

- la Banque nationale agricole qui finance les agriculteurs sans exiger d'intérêts et qui achète leurs produits agricoles à des prix rémunérateurs. La banque vend à des prix réduits aux agriculteurs de l'équipement agricole, des engrais, des aliments pour les animaux, etc.
- la Banque industrielle et foncière, qui pratique le crédit à la construction et à l'industrie à court, moyen et long terme, et sans percevoir d'intérêts.

MADAGASCAR

Une des plus grandes îles du monde, l'île de Madagascar est située dans l'Océan Indien et séparée de ce continent par le Canal de Mozambique. Elle couvre une superficie de 587.041 km² et, en 1968, sa population a été évaluée à 7.011.000 habitants. Autrefois colonie française, elle est indépendante depuis le 26 juin 1960. Son économie est principalement de type agricole (café, vanille, épices) mais elle possède un sous-sol riche en minéraux (graphite, chrome, uranium).

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

Constitué en 1963, l'Institut d'émission malgache a le rôle d'une banque centrale dont la tâche principale est d'émettre la monnaie légale et d'en contrôler la circulation en réunissant toutes les opérations génératrices de l'émission; il sert également de banque des banques et doit assurer le compte du trésor malgache. Conformément aux termes de l'accord de coopération passé en 1960 entre la République malgache et la République française, l'Institut a une dotation formant son capital dont le montant a été souscrit pour moitié par chacune des deux républiques. Pour l'administration de l'Institut il a été prévu un Conseil composé de quatre administrateurs désignés par le Gouvernement malgache et de

quatre administrateurs désignés par le gouvernement français; les réunions du Conseil ont lieu soit à Madagascar, soit en France. L'Institut a commencé à exercer son activité le 1er janvier 1964 lorsqu'il a assumé les fonctions d'institut émetteur de billets de banque et qu'il a frappé les monnaies divisionnaires, mission dont était chargée jusque là la Banque de Madagascar et des Comores. Toutefois, c'est seulement à partir de 1968 qu'il a pu prendre directement en charge les réserves bancaires obligatoires et assurer les services de caisse et de chambre de compensation.

Conformément aux termes de l'accord précité la France s'est également engagée à garantir la valeur de la monnaie malgache. Par conséquent la libre convertibilité du franc malgache a été assurée de deux façons: 1) à l'égard du franc français, à l'aide de comptes d'opération créés entre les deux Pays; 2) à l'égard des autres devises, avec le marché des changes de Paris.

L'unité monétaire de Madagascar est le franc malgache (F.M.G.) qui a remplacé depuis le 1er juillet 1964 le franc C.F.A., tout en laissant sa valeur inchangée. La parité déclarée au Fonds monétaire international correspond à 0,02 francs français, et elle est liée dans cette proportion à la valeur de cette monnaie. La parité fixe est garantie par la France.

ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

L'Institut d'émission malgache est un établissement public doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Son capital est de 500 millions de F.M.G. 15% de ses produits nets de gestion seront versés chaque année à un compte de réserve jusqu'à ce que cette réserve atteigne la moitié au moins de la dotation.

L'organe suprême de l'Institut est son Conseil d'administration composé de huit conseillers, dont quatre sont désignés par le gouvernement malgache et quatre par le gouvernement français. Les conseillers doivent être de la nationalité des deux Pays participants et la durée de leur mandat est fixée à 4 ans, renouvelable. Ce mandat est gratuit. Chacun des administrateurs a un suppléant désigné dans les mêmes conditions que le titulaire et qui siège en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci. Avec l'agrément des gouvernements malgache et français, le Conseil désigne le président, le vice-président ainsi que le directeur général de l'Institut.

Le président arrête l'ordre du jour des travaux du Conseil d'administration; il convoque celui-ci, préside ses délibérations et suit l'exécution de ses décisions. Nulle délibération ne peut être appliquée, si elle n'est revêtue de sa signature. Il préside, en outre, les comités éventuellement créés au sein de l'Institut.

Le vice-président préside les séances du Conseil et des comités en cas d'absence du président, et le supplée, en cas d'empêchement, dans ses autres attributions.

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande de la moitié au moins de ses membres. Aucune délibération n'est valable sans la présence effective de cinq administrateurs titulaires ou suppléants. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents, en cas de parité la voix du président est prépondérante. Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus en ce qui concerne l'administration des affaires de l'Institut. Les opérations de réescompte, d'avances et de prises en pension sont soumises à son approbation ou à sa ratification. La fixation des taux relève de sa compétence. Il appartient au Conseil d'administration de formuler la politique monétaire que doit adopter l'Institut, de fixer la quan-

tité de billets de banque et de monnaies divisionnaires à émettre et d'en déterminer les caractéristiques respectives.

Par dérogation aux règles prévues pour le Conseil, la convention relative au compte d'opération ouvert avec le Trésor français au nom de l'Institut pourra être dénoncée par un vote unanime des seuls administrateurs désignés par le Gouvernement malgache.

Le directeur général collabore avec le président dans la direction des affaires de l'Institut. Sa mission consiste, en particulier, à assurer l'exécution des décisions du conseil d'administration; à faire appliquer les lois et conventions relatives à l'Institut et à ses statuts; à représenter l'Institut à l'égard des tiers; à exercer toutes actions en justice; prendre toutes mesures d'exécution et toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. Il en rend compte immédiatement au président du conseil d'administration. Le directeur est chargé de la gestion des affaires sociales et de celle du personnel; il assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

Le statut attribue à l'Institut d'émission de nombreuses missions typiques des banques centrales opérant dans les Pays africains de la zone franc. Parmi celles-ci on compte: l'émission de la monnaie légale; l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique monétaire; le contrôle des changes; le financement de la dette publique; le financement des banques. Par contre l'Institut ne s'est pas vu attribuer l'élaboration de la politique du crédit et le contrôle de l'activité bancaire.

En effet, ces tâches ont été assignées par la loi bancaire de 1964 au Conseil national du Crédit et à la Commission de contrôle des banques.

Le premier opère sous la présidence du Premier Ministre-adjoint (son vice-président est le président de l'Institut d'émission); il comprend les titulaires des départements de l'économie, les directeurs généraux des principaux instituts financiers de l'Etat, et diverses personnalités du monde financier, économique et juridique. Relève de sa compétence: l'élaboration des mesures susceptibles d'assurer l'extension du crédit conformément aux exigences des plans de développement de l'économie.

La Commission de contrôle des banques est présidée par le président de l'Institut d'émission et se compose de quatre membres nommés respectivement par les Ministères des Finances et de l'Economie nationale, par la Cour Suprême, et l'Association professionnelle des banques. Cette Commission a pour mission de veiller à ce que la loi bancaire soit respectée et de contrôler la véracité des bilans et des situations qui lui sont transmis périodiquement.

Aux termes de la loi, l'Institut d'émission est tenu d'assurer les services de secrétariat du Comité national du crédit et de la Commission de contrôle des banques, un rapport opérationnel étroit se trouve ainsi créé entre les trois organismes. Dans la pratique c'est à l'Institut d'émission que sont déléguées l'étude et l'élaboration des mesures qui doivent être soumises à l'approbation du Conseil du crédit, de même que le contrôle exercé matériellement sur l'activité bancaire.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, c'est à la Banque centrale qu'ont été attribués les droits exclusifs d'émission et de frappe de la monnaie. En exerçant ce droit l'Institut effectue également les opérations génératrices d'émissions nouvelles, telles que: l'achat et la vente d'or et de devises étrangères; le réescompte des effets; les avances; le financement du Trésor.

RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ETAT

Des rapports très étroits existent entre la Banque centrale et l'Etat car, ainsi qu'on l'a déjà vu, les quatre représentants malgaches au Conseil d'administration sont désignés par le Gouvernement et, par tradition, sinon par obligation, le Président de l'Institut d'émission est le Ministre des Finances lui-même, de plus c'est à l'Institut d'émission qu'il appartient de gérer, gratuitement, les services de trésorerie de l'Etat.

L'Institut d'émission tient, dans tous les centres où opèrent ses filiales, la comptabilité du Trésor; il procède, en particulier: à l'encaissement des sommes dues à ce dernier; au recouvrement des chèques et effets sur place tirés à l'ordre du Trésor; au paiement des chèques et mandats émis par le Trésor; au transfert des fonds entre ses sièges effectué par ordre du Trésor; à tous les placements de fonds requis par le Trésor malgache.

A la fin de chaque décade l'Institut doit faire la balance des comptes ouverts au nom du Trésor, dont le montant global ne doit pas présenter de solde débiteur. Si nécessaire, l'Institut peut réescompter ou prendre en pension des sommes garanties par les bons du Trésor n'ayant pas plus de six mois à courir, ou consentir au Trésor un découvert en compte courant dont la valeur globale ne peut dépasser un maximum de 10% du montant total des dépôts effectués par le Trésor pendant les douze derniers mois, soit 10% des recettes financières de l'Etat encaissées au cours de l'année précédente. La durée de ces avances ne peut, en aucune façon, être de plus de 240 jours, consécutifs ou non, au cours d'une année de calendrier. Les prêts sont productifs d'un intérêt qui est égal au taux officiel de l'escompte.

L'Institut est également chargé de l'émission et du service de la dette publique. Il n'est peut-être pas sans intérêt de faire observer que la pratique consistant à se procurer une partie des

ressources financières de l'Etat au moyen de l'émission de bons du Trésor n'a été introduite que récemment à Madagascar. En effet, la première émission de ce type de titres remonte à 1968.

L'Institut d'émission représente le gouvernement dans ses rapports avec les organismes financiers internationaux. En cette qualité il stipule des accords et contracte des emprunts au nom de l'Etat malgache.

Il est de la compétence de l'Institut de contrôler les devises étrangères, mais il n'a aucun pouvoir de gestion sur la réserve or. Celle-ci, comme on le sait, est représentée par le solde actif du compte d'opération ouvert par le Trésor français en faveur de l'Institut lui-même. Ce système présente l'avantage de garantir à l'Etat malgache la possibilité de toujours faire face à ses engagements internationaux (il n'y a aucune limitation au découvert de ce compte), mais il a aussi l'inconvénient de retirer ainsi à l'Etat malgache la faculté d'exercer une politique en matière de changes.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

Ainsi qu'on l'a mentionné plus haut, l'élaboration de la politique du crédit est du ressort du Conseil national du Crédit. Cet organisme se limite, toutefois, à tracer le cadre général de la politique financière de l'Etat, tandis que les mesures opérationnelles font l'objet de délibérations du Conseil d'administration de l'Institut d'émission. C'est donc par l'intermédiaire de cet organisme qu'est réglé le volume de la circulation monétaire en fonction des exigences dérivant de la réalisation des plans de développement économique, et de la nécessité où l'on se trouve de conserver à la monnaie son pouvoir d'achat. C'est au Conseil National du Crédit qu'il appartient, en pratique, de fixer le taux de l'escompte et de prendre les décisions sur l'opportunité de le modifier, de fixer

les plafonds du réescompte, de contrôler la destination du crédit, de manipuler les réserves obligatoires (taux de liquidité et coefficients minima de solvabilité), de recourir à la persuasion pour inciter les banques à opérer suivant les lignes directrices des plans de développement national. Le Conseil a, en outre, la faculté de réescompter et de prendre en pension des effets s'ils portent au moins deux signatures de personnes notoirement solvables, y compris celle de l'institut de crédit présentant lesdits effets. Ceux-ci ne peuvent avoir plus de 180 jours à courir avant leur échéance.

Des effets représentant des crédits à moyen terme peuvent être réescomptés s'ils ont pour fin l'expansion des ressources de la production ou la construction d'immeubles. L'autorisation préalable de l'Institut d'émission devra être requise par toute banque commerciale octroyant ce type de prêts dont la durée ne peut excéder cinq ans. Les refinancements des banques auprès de l'Institut sont également autorisés sous forme d'avances sur des effets à concurrence de 10% du plafond d'escompte qui leur a été consenti, et ce, pour une durée ne pouvant excéder un mois.

SYSTÈME BANCAIRE

C'est en 1885 que fut, pour la première fois à Madagascar, exercée une activité bancaire par une filiale du Comptoir National d'Escompte de Paris. Depuis cette époque, les Instituts français ont eu presque entièrement et exclusivement l'exercice des activités financières dont l'évolution, bien que lente, s'est effectuée avec régularité.

Au début de 1970 le système bancaire malgache comprenait: l'Institut d'émission; quatre banques commerciales (avec une quarantaine de guichets); le service des comptes courants postaux; la caisse d'épargne; la banque de développement (Banque Nationale

Malagasy de développement) (1); la Société Nationale d'Investissements; l'agence de la Caisse centrale de coopération économique.

Les banques commerciales exerçant leur activité dans le pays (trois banques françaises et une banque locale) sont: la Banque de Madagascar et des Comores; la Banque nationale pour le commerce et l'industrie de l'Océan Indien; la Banque franco-chinoise; la Banque Malgache d'Escompte et de Crédit. Cette dernière a été constituée en avril 1964 avec une participation majoritaire de l'Etat malgache. Elle a repris à son compte les activités du Comptoir National d'Escompte de Paris qui, ainsi qu'on l'a dit, a été le premier institut bancaire de Madagascar.

Suivant les exigences du marché, les quatre banques de crédit ordinaire fixent d'un commun accord les taux minima qui doivent être appliqués pour les diverses opérations de collecte de l'épargne et d'octroi du crédit. Leurs opérations en matière de crédit ont principalement pour but de financer à court terme les activités commerciales et, en particulier, celles relatives aux importations et aux besoins de gestion des entreprises. Elles consentent également des crédits à moyen terme en faveur de l'industrie et de l'agriculture.

Quelques instituts spécialisés dans le secteur du crédit à moyen et long terme exercent aussi leurs activités dans le Pays. Ce sont:

- la Caisse centrale de coopération économique, qui administre l'aide financière consentie par la France et les Pays de la Communauté Economique Européenne; cette banque octroie des prêts aux administrations publiques et, dans une moindre mesure, à des entreprises privées.

(1) Cette banque a été créée par la loi n. 61029 du 10 octobre 1961 (publiée sur la Gazette Officielle). Les autorités publiques « ont estimé nécessaire d'instituer une banque nationale malgache » mais l'ont appelée « malagasy » dans le style officiel.

- La Société nationale d'investissements, constituée en 1962 par une disposition gouvernementale. Son but est de fournir aux entreprises industrielles, sous forme d'achat de participations actionnaires, le capital de risque dont elles peuvent avoir besoin soit au moment de leur création, soit quand elles veulent accroître leurs activités.
- La Banque nationale malagasy de développement, fondée en 1963, a pour objectif d'apporter son concours financier et technique afin de permettre la réalisation d'initiatives industrielles, agricoles et commerciales susceptibles de promouvoir l'expansion de Madagascar.

LE CRÉDIT AGRICOLE

Par tradition ce sont les banques de dépôt qui ont financé la formation des grandes plantations à caractère industriel (sucre, riz, sisal) ainsi que la commercialisation, le stockage et la transformation des produits agricoles.

La création de la Caisse centrale de crédit agricole, en 1930, et l'attribution à la Centrale d'équipement agricole et de modernisation du Paysannat, en 1951, de missions d'assistance financière auprès des paysans sont une des étapes de l'action du gouvernement en vue de permettre aux petits cultivateurs d'accéder au crédit, et d'assurer la disponibilité de crédits dont la durée excède celle du moyen terme consenti par les banques de dépôt.

Le Crédit de Madagascar, pendant les premières années qui suivirent sa fondation en 1950, a opéré principalement dans le domaine du crédit agricole au bénéfice des grandes exploitations qui mettaient en oeuvre des programmes d'investissement exigeant des financements à moyen et long terme.

De 1950 à 1958 les banques de dépôt prirent diverses mesures en vue de décentraliser l'octroi des prêts à l'agriculture. Le fractionnement des initiatives qui en résulta, de même que le manque d'une politique cohérente en matière d'aides financières à l'économie rurale, aboutit à une dispersion des faibles ressources disponibles.

Il fut alors décidé afin de parvenir à une gestion unique en matière de crédit social et de crédit à l'agriculture de: 1) cesser la distribution du crédit agricole effectuée par la Centrale d'équipement agricole et de modernisation du paysannat; 2) mettre fin aux opérations de la Caisse centrale de crédit agricole à partir du 1er avril 1958; faire prendre en charge sa gestion par le Crédit de Madagascar qui s'occuperait du remboursement des crédits octroyés; 3) habiliter le Crédit de Madagascar à effectuer toutes les opérations de crédit agricole.

C'est ainsi, qu'à partir de 1958, le seul organisme à caractère national autorisé à consentir des prêts à court, moyen et long terme à l'agriculture, a été le Crédit de Madagascar qui, après plusieurs modifications de structure, a été désigné sous le nom de: Banque nationale malagasy.

FORMES DES CRÉDITS AGRICOLES PRATIQUÉES PAR LA BANQUE NATIONALE MALAGASY

La Banque nationale malagasy a classifié les crédits comme suit: 1) crédit agricole classique, consenti aux organismes publics ou semi-publics, aux coopératives, aux sociétés privées et aux entrepreneurs individuels opérant dans des secteurs nouveaux de l'économie; 2) crédits agricoles de faible volume, dont bénéficient les paysans ou les groupes ruraux traditionnels que l'Etat s'efforce de faire progresser. Ces deux catégories principales sont subdivisées en:

a) crédits individuels, consentis à des sociétés privées de gestion agricole des nouveaux secteurs, et à des paysans non encore modernisés. Dans ce dernier cas les crédits accordés sont désignés comme: petits crédits agricoles individuels; b) crédits aux collectivités, accordés à des organisations d'agriculteurs promues soit par l'Etat, soit par les agriculteurs eux-mêmes. Les prêts consentis aux groupements formés par les paysans traditionnels sont dénommés: petits crédits en faveur des collectivités agricoles.

Les objectifs poursuivis en ce qui concerne les prêts à l'agriculture consentis par la Banque nationale malagasy sont variés et couvrent l'ensemble des besoins des entrepreneurs qui exercent leurs activités dans le secteur moderne ou dans le secteur traditionnel de l'économie. Il convient de rappeler que la Banque n'octroie aucun prêt en vue de l'acquisition de terres estimant que de telles opérations constituent un simple transfert de propriété et n'engendrent aucun accroissement de la production.

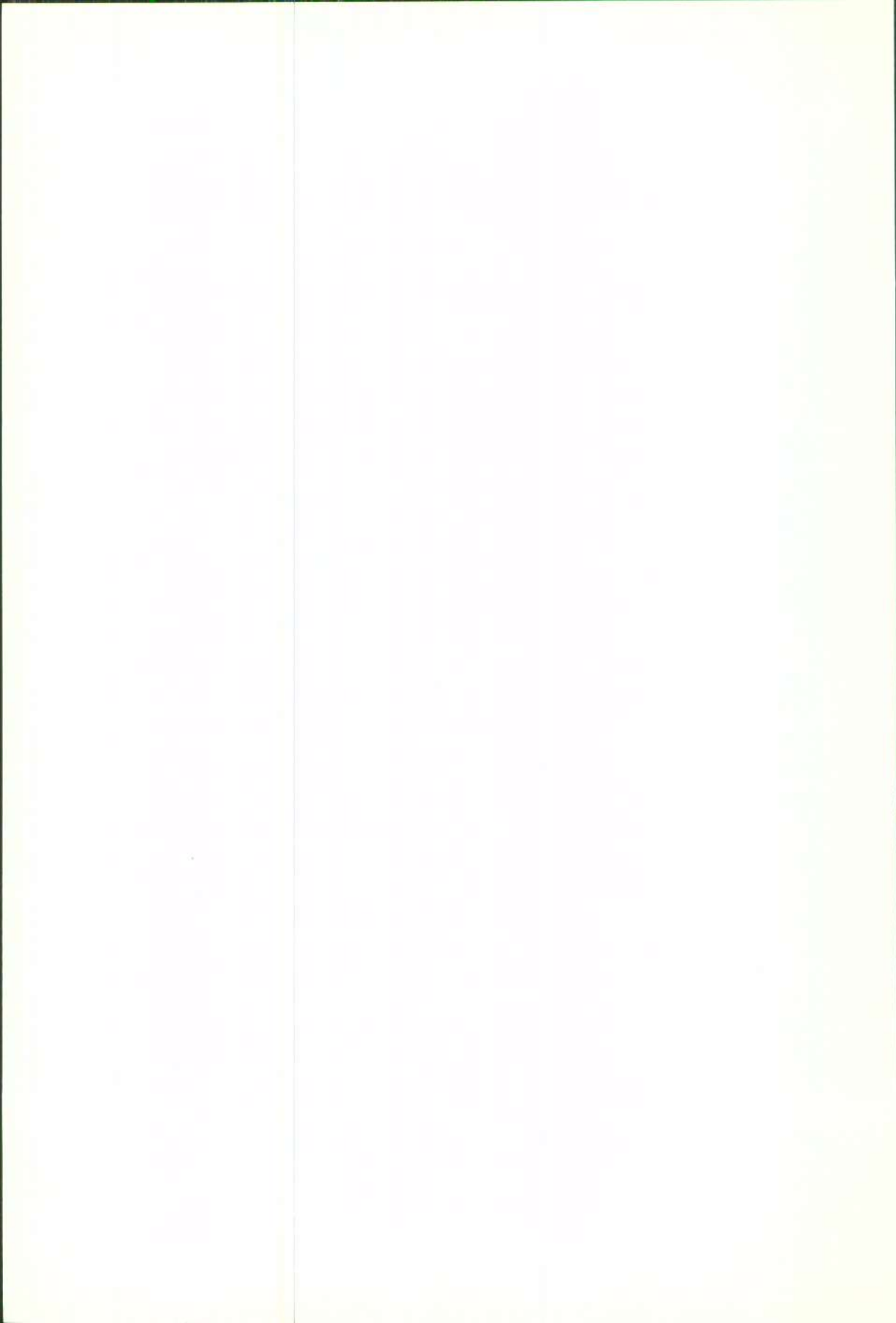
Des crédits sont accordés pour: l'exploitation des terres; la création, l'extension et la reconversion de plantations; la construction de bâtiments d'exploitation; l'acquisition de matériel et d'outillage; les travaux d'amélioration foncière ou de modernisation; la commercialisation des produits agricoles; le stockage et la transformation des produits agricoles; les activités inhérentes à l'élevage et aux pêcheries.

Les crédits agricoles peuvent être consentis à court, moyen et long terme. La durée maximum de ceux à court terme est de 2 ans. Celle des crédits à moyen terme est de cinq ans (pour les « petits » toutefois la durée maximum est de trois ans). En principe les crédits à long terme ne peuvent excéder 10 ans. Cette limite peut être dépassée, cependant, si la Banque obtient des ressources pendant une plus longue durée en vue de les destiner à des types de crédits agricoles déterminés. La durée de chaque emprunt est

fixée en fonction de l'objet pour lequel il est fait et des prévisions établies sur les afflux de trésorerie qui pourront dériver des opérations délibérées.

La rémunération de la banque sur les petits crédits agricoles est perçue sous forme d'une commission fixe de 8% l'an pour les prêts à court terme, de 6% pour ceux à moyen terme et de 5% pour les petits crédits agricoles individuels à long terme. Des commissions ainsi perçues des sommes sont réservées (à raison de 1/8ème pour les prêts à court terme, de 1/6ème pour ceux à moyen terme et de 1/5ème pour ceux à long terme) qui ont pour objet de couvrir les risques de décès des entrepreneurs individuels de sorte que la réserve de la banque ainsi formée constitue sa propre assurance.

Les prêts pour les campagnes de commercialisation des produits sont accordés aux coopératives et aux consortiums des communautés locales au taux de 6% l'an avec en plus une commission de découvert maximum de 0,125%. Les autres crédits sont consentis au taux de 6% l'an et de 7% suivant la catégorie d'emprunteurs et la nature des programmes à financer.



MALAWI

Le Malawi est situé dans le sud-est de l'Afrique, son territoire n'a aucun débouché sur la mer, il est entièrement compris dans le bassin du Lac Nyassa. Sa superficie couvre 117.800 km², et sa population, d'après une estimation de juin 1969, est de 4.398.000 habitants. Autrefois protectorat britannique sous le nom de Nyassaland, il est devenu indépendant le 6 juillet 1964 et fait partie du Commonwealth. Dans l'ensemble, il s'agit d'un Pays pauvre, dont les ressources en minéraux sont rares et le sol peu fertile.

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

Avec la fin de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassa, l'Union monétaire fut dissoute, et les activités de la *Bank of Rhodesia and Nyassaland*, qui servait de banque centrale dans les trois pays de la Fédération et en était la banque émettrice de la monnaie commune, cessèrent en même temps (1).

La *Reserve Bank of Malawi* fut constituée le 23 juillet 1964, une fois remplacée l'ancienne monnaie en circulation par la nouvelle sterling du Malawi, cette banque commença ses opérations en juin 1965 lorsqu'elle reçut 18% des activités de l'ancienne banque: la *Bank of Rhodesia and Nyassaland*.

(1) Voir également au chapitre de la Zambie, Origine de la Banque centrale.

La monnaie légale du Pays est la sterling du Malawi, subdivisée en shillings et deniers, dont la valeur est à la parité avec la livre sterling britannique. Etant donnée l'étroite dépendance du Malawi dont l'économie est aidée par le Royaume Uni, la monnaie de ce Pays a été dévaluée en même temps que la sterling britannique en 1967, par rapport au dollar des Etats-Unis le change est de 2,40 dollars pour une livre sterling du Malawi.

Une nouvelle monnaie ayant pour base le système décimal, a été adoptée en 1971 par le Malawi. Elle a été appelée Rwacha; sa valeur est de 10 shillings anglais, et elle est divisée en 100 tambala.

ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

La *Reserve Bank of Malawi* est une corporation de droit public dont le capital est entièrement versé par l'Etat. Aux termes de son statut elle doit amasser une partie de ses produits annuels et les destiner à la constitution d'une réserve générale. Elle joue le rôle de Banque centrale et ses principales missions sont les suivantes: émission de la monnaie légale; contrôle de la circulation monétaire en vue de sauvegarder la stabilité du pouvoir d'achat et de la valeur internationale de la monnaie; gestion des réserves en devises; expansion du marché financier; servir de banquier et de conseiller financier du gouvernement.

La coordination et la direction des activités de la Banque sont assurées par un Conseil d'administration présidé par le Gouverneur ou, en son absence, par le sous-gouverneur. Ils sont tous deux désignés par le Chef de l'Etat pour cinq ans au plus, tandis que les autres membres du Conseil sont nommés par un décret du gouvernement et que leur mandat est de trois ans. Les uns et les autres sont rééligibles.

Par suite des dispositions réglementant la représentation du gouvernement au sein du Conseil d'administration les fonctionnaires de l'Etat en sont formellement exclus.

RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ETAT

Etant à la fois l'agent et le conseiller financier du gouvernement, la Banque centrale participe à l'élaboration de la politique financière et des plans de développement économique du Pays. Elle se charge, en outre, des opérations bancaires et de trésorerie susceptibles d'assurer les ressources monétaires nécessaires à la mise en oeuvre des travaux prévus dans les plans de développement, sans toutefois perdre de vue l'objectif principal de sa mission qui est de sauvegarder la stabilité de la monnaie.

En ce qui concerne le financement pour le secteur public, le statut de la Banque prévoit certaines limitations mais présente de telles carences normatives que l'effet restrictif des limitations prescrites en est annulé. D'ailleurs, dans la pratique, en dépit des limitations existantes, il est d'usage de consentir des dérogations.

Aux termes du statut, si un déséquilibre se produit entre les recettes et les paiements effectués pour le compte du Trésor, la Banque peut consentir des avances à l'Etat jusqu'à la limite de 10% des recettes inscrites dans les prévisions budgétaires de l'année financière en cours. Ces prêts sont productifs d'intérêt à un taux fixé par la Banque elle-même, et doivent être remboursés dans les quatre mois qui suivent la fin de l'année financière. Il n'est pas rare que des prorogations, même de longue durée soient accordées pour le remboursement de ces prêts.

La Banque centrale est habilitée également à financer l'Etat directement, ou non, au moyen de l'achat pour son compte, de la vente au public, ou du réescompte aux banques commerciales de

titres d'Etat. Elle a la faculté d'investir en titres d'Etat, avec une échéance de remboursement allant de deux à vingt cinq ans, jusqu'à 20% de ses passivités à vue. Le statut n'impose aucune limitation à la possession par la Banque de bons du Trésor. Ce qui revient à dire que la Banque ne dispose d'aucun instrument légal pour refuser les demandes de financement de l'Etat par le truchement des émissions de bons du Trésor.

Le résultat d'une telle situation est que, dans la pratique, il n'existe aucune restriction au pouvoir de la Banque en matière d'octroi de prêts au gouvernement. La seule limitation a un caractère indirect et dérive de l'obligation où se trouve la Banque d'avoir une réserve en devises. En effet, les crédits qu'elle consent au gouvernement, lorsqu'ils atteignent un volume tel qu'ils suscitent une pression inflationniste, se répercutent négativement et fortement sur la balance des paiements. Le Pays perdra de l'or et des devises étrangères et le fléchissement des réserves en devises limitera indirectement et de manière effective l'octroi de prêts ultérieurs.

Les rapports de la Banque centrale et du gouvernement se manifestent sous une autre forme: la Banque a la faculté de souscrire, jusqu'à concurrence de 20% de ses fonds de réserve, des actions d'entreprises publiques ayant pour objet de promouvoir l'expansion du marché monétaire ou destinées à exercer des activités d'intérêt public.

C'est à la Banque centrale qu'est confié le contrôle des changes; elle a donc la fonction d'office des changes, et gère la réserve étrangère. Celle-ci ne doit jamais être inférieure à 50% du montant des passivités à vue de la Banque elle-même et peut être constituée par de l'or, des devises convertibles, des bons du Trésor et autres titres d'Etats étrangers ou même d'autres valeurs étrangères parmi lesquelles sont aussi inclus les effets commerciaux.

Aux termes de l'*Exchange Control Act* de 1965, toutefois, en plus de la Banque centrale, les deux banques commerciales britanniques opérant dans le Pays sont également autorisées à effectuer des opérations de change avec l'étranger. Cette clause reproduit les réglementations en vigueur dans la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, et ne varie que pour ce qui concerne l'emploi des chèques émis sur des banques domiciliées en Malawi pour les paiements étrangers; dans ce cas la loi prescrit qu'ils ne peuvent être employés que si une autorisation préalable a été accordée par la Banque centrale.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

Aux termes de la loi, la Banque centrale a pour mission d'élaborer la politique du crédit et de contrôler l'activité bancaire, mais dans ce domaine encore, les possibilités opérationnelles réelles de l'Institut sont limitées étant donné que les deux banques commerciales opérant dans le Pays sont les filiales de banques étrangères et ont, de ce fait, toute latitude de s'approvisionner auprès de la banque principale qui leur fournit les ressources nécessaires. De la sorte, les restrictions imposées au refinancement auprès de la Banque centrale se trouvent être sans effet. Les statistiques dont on dispose, d'ailleurs, prouvent que le volume des crédits consentis par les deux banques commerciales en question, a régulièrement dépassé le montant global des dépôts.

Conformément aux dispositions du statut, la Banque centrale est autorisée à accorder des crédits aux banques commerciales contre une garantie représentée par de l'or, des bons du Trésor, des effets réescomptables (jusqu'à concurrence de 75% de leur valeur), des *warrants* (jusqu'à 60% de leur valeur) et des titres d'Etat (jusqu'à 75% de leur valeur).

La Banque est également autorisée à réescompter des lettres de change agricoles et commerciales portant au moins deux signatures de personnes notoirement solvables. Etant donné qu'il n'est pas prévu la possibilité de présenter au réescompte des effets industriels, en pratique, le réescompte se trouve limité aux seuls effets agricoles pour le financement saisonnier des récoltes.

En vue de régler la capacité de crédit des banques commerciales, il a été donné à la Banque centrale la faculté de modifier le taux de réescompte en l'élevant, ou l'abaissant, selon les exigences du marché monétaire; elle a également la faculté d'effectuer des opérations de marché ouvert. Ces normes, elles aussi, sont inefficaces dans la pratique: soit parce que le recours au réescompte est très rare, comme on l'a expliqué plus haut, soit parce que — dans un marché monétaire peu animé comme l'est celui du Malawi — les opérations de marché ouvert ont trop peu d'action sur la capacité de crédit des banques commerciales.

Il résulte de ce qui précède que la législation restreignant les crédits et les réescomptes, dont le but était de diminuer les dangers d'inflation par ce moyen, se trouve annulée par le manque de règles tendant à limiter la possibilité qu'ont les banques commerciales de donner de l'expansion au crédit avec des fonds empruntés à leur banque principale. Il s'ensuit que l'unique moyen auquel la Banque centrale peut recourir pour tenter de contrôler le volume du crédit octroyé par les banques commerciales est celui de la persuasion.

LE SYSTÈME BANCAIRE

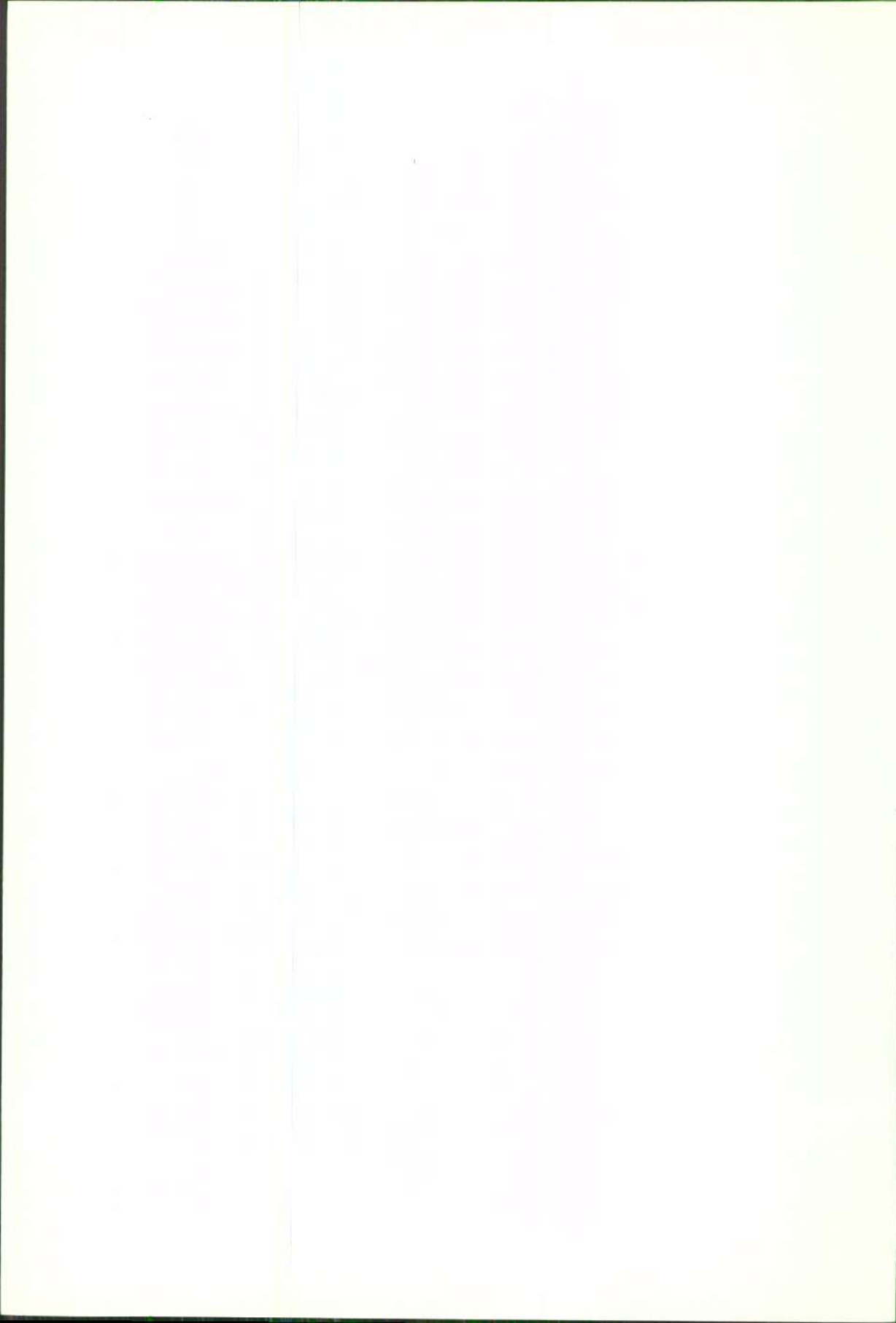
Deux banques commerciales opèrent en Malawi en plus de la Banque centrale; il existe aussi une *Building Society*, la caisse d'épargne postale et une banque de développement.

Les banques commerciales sont: la *Barclays Bank D.C.O.* et la *Standard Bank Ltd.* dont les activités sont exercées à l'aide de quelques filiales ouvertes dans les principaux centres urbains et d'un certain nombre d'agents de district qui servent d'intermédiaires entre les clients et les bureaux des filiales. Leurs activités se sont considérablement accrues au cours de ces dernières années et, alors qu'à l'origine elles étaient presque exclusivement consacrées au financement des exploitations agricoles et des opérations d'importation, elles ont pris aujourd'hui une certaine importance dans le domaine des emprunts contractés pour financer de nouvelles industries. Une troisième banque commerciale est en voie de s'établir au Malawi, on présume que son capital sera versé par l'Etat en coparticipation avec des capitaux étrangers.

La *Building Society* joue un rôle similaire à celui d'un institut de crédit foncier. Elle finance, en effet, la construction de logements dans les centres urbains sous forme d'hypothèques, le montant des prêts pouvant aller jusqu'à 75% du prix de l'immeuble.

La *Malawi Development Corporation* est un institut de droit public dont le capital appartient à l'Etat. Pour remplir ses fonctions cet institut a recours soit à son capital propre, soit à des fonds d'Etat, soit encore à des disponibilités fournies par des emprunts faits auprès d'instituts financiers internationaux, soit, enfin, à des capitaux prêtés par la Banque centrale. L'institut a pour objet le financement des nouvelles initiatives industrielles (même sous forme de coparticipations en y prenant des actions) et des travaux destinés à donner de l'extension aux installations déjà existantes.

Il convient également de rappeler l'activité du *Farmers Marketing Board* (même si au sens strict du mot il n'est pas un institut financier), ce dernier commercialise les récoltes et fournit aux paysans les semences, les engrais, et les autres moyens de production nécessaires à la culture.



MALI

Le Mali est situé au centre de l'Afrique occidentale. Il s'étend sur 1.239.710 km² et, d'après une estimation de juin 1969, sa population est de 4.881.000 habitants. Autrefois colonie française, il est devenu indépendant le 22 septembre 1960. C'est un pays producteur et exportateur de coton, de gomme arabique et de bétail.

CIRCULATION MONÉTAIRE

Lorsqu'il se constitua en république indépendante le 22 septembre 1960, le Mali resta associé à la Fédération de l'Afrique occidentale française dont il était membre depuis 1920 sous le nom de Soudan français. Depuis le 1er juillet 1962, à la suite de désaccords dans le domaine politique avec les autres Pays de la Fédération et de l'Union monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest, il cessa de faire partie de ces deux organismes et créa sa propre monnaie inconvertible: le franc malien ayant la parité avec le franc C.F.A. qui était alors en circulation dans le Pays (246,85 F.C.F.A. pour 1 dollar des Etats-Unis). L'ancienne monnaie fut remplacée par la nouvelle au cours de la période allant du 1er au 16 juillet 1962. Ainsi qu'on vient de le dire, la valeur des deux monnaies fut établie au pair, mais sur les marchés libres la valeur du franc malien ne tarda pas à se déprécier à cause de l'expansion rapide

de la masse monétaire (elle passa de 13,4 milliards à la fin de 1962 à 15 milliards en 1963, à 17,6 milliards en 1964, et à 19,1 milliards à la fin de 1965) et du fait que la balance des paiements se soldait constamment par un lourd passif.

Comme le gouvernement du Mali avait toujours déclaré vouloir continuer à appartenir à la zone franc, une grande partie de l'effort de soutien du franc malien continua à peser sur les autorités monétaires françaises (accords monétaires de 1962 et 1963). L'aide monétaire française fut diminuée cependant à partir de 1965, et il devint de plus en plus difficile d'équilibrer la balance des paiements et de maintenir inchangée la valeur de la monnaie. Le 5 mai 1967 le franc malien fut dévalué de 50%; la nouvelle parité fut fixée à 0,0018 mg d'or fin, soit 493,706 francs maliens pour 1 dollar des Etats-Unis.

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

Au cours des années 1960-1970 on a enregistré des changements considérables dans le système bancaire malien de sorte qu'il est encore difficile de connaître avec précision ses caractéristiques et de prévoir s'il est parvenu à une assiette durable.

Différentes banques étaient en opération au Mali jusqu'en 1962, on peut citer parmi celles-ci: la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie, le Crédit Lyonnais, la Banque commerciale africaine, la Banque populaire du Mali pour le développement, la filiale de la Banque de l'Afrique de l'ouest qui servait d'institut d'émission. Le système fut profondément modifié après la constitution de la Banque de la République du Mali, en 1962, à qui furent confiées les fonctions de banque centrale. C'est à cette nouvelle Banque centrale — fondée avec un capital de 1 milliard de francs maliens entièrement versés par l'Etat — que furent attribués: le

droit exclusif des émissions monétaires, le monopole du commerce de l'or, des métaux précieux, et des devises étrangères, ainsi que la gestion de l'Office des changes et le contrôle des opérations avec l'étranger en vue de faire respecter l'interdiction d'importer et d'exporter des francs maliens. Cette banque se vit confier également le contrôle des activités des autres banques et la gestion des comptes du Trésor. Par la suite, elle eut également pour mission de financer tous les plans de développement économique du Pays et toutes les entreprises, les administrations de l'Etat ou celles à capital mixte furent mises dans l'obligation d'avoir leurs comptes dans cette banque.

De profondes mutations étaient intervenues entre temps dans le système bancaire du Pays, il ne restait plus en opération que: la Banque populaire du Mali, constituée en mars 1961 sur l'initiative du gouvernement et avec l'apport de capitaux de l'Etat, la Banque malienne de crédit et de dépôts, créée en 1961 avec la participation de l'Etat malien (à raison de 50,1 %) et du Crédit Lyonnais (49,9 %). La Banque Nationale de Paris et la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale avaient, en outre, conservé des bureaux de représentation à Bamako.

Tandis que la Banque centrale développait rapidement ses activités, celles des banques commerciales subissaient une forte diminution. Lorsque la Banque populaire du Mali eut de sérieuses difficultés de gestion, ses fonctions furent graduellement transférées à la Banque de la République du Mali et, au moment où la Banque populaire ferma ses guichets, en 1966 cette dernière reprit à son compte l'ensemble de ses activités et de ses passivités. La Banque nationale du Mali cumula de plus en plus les fonctions d'une banque centrale avec celles d'une banque commerciale et de développement.

de Paris et ceux de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale étaient toujours en activité à Bamako.

La situation monétaire et bancaire dans le Pays n'est pas encore consolidée cependant. Un changement de monnaie a été annoncé et des contacts ont été établis avec l'Union monétaire des Pays de l'Afrique de l'Ouest qui laissent à prévoir que le Mali pourrait de nouveau faire partie de cette Union monétaire.

CRÉDIT AGRICOLE

L'organisme responsable de la distribution du crédit à l'agriculture est le Service du crédit agricole et de l'équipement rural, c'est une section spéciale de la Banque centrale du Mali, ce service spécialisé est autonome, il a sa propre organisation et une comptabilité indépendante de celle de la Banque. Il s'est substitué en 1964 à l'ancienne Caisse centrale de crédit agricole. Dans ses réponses aux questionnaires de la F.A.O. le gouvernement du Mali a fait ressortir que souvent les prêts étaient consentis par l'ancienne Caisse à des notables ou à des fonctionnaires de l'Etat ayant des propriétés rurales, et qu'il n'avait été exercé aucun contrôle sur la manière dont ces prêts avaient été employés et remboursés. Il en résulta un volume élevé de prêts non remboursés et le gouvernement: « constatant la difficulté où il était de récupérer les sommes prêtées, et cherchant à assainir la gestion, a confié le crédit agricole à la Banque de la République du Mali, en vue d'en renforcer le contrôle ».

Le Service en question se propose d'octroyer des crédits aux groupements ruraux de production et de secours mutuels principalement. Réglementés par une loi de 1960, ces groupements sont créés au niveau de chaque village y adhérent. L'article 14 du statut prévoit que la formation des groupes ruraux doit faire l'objet

d'une décision prise à la majorité absolue par les habitants du village ayant plus de 18 ans. La décision prise a un caractère obligatoire et concerne même les autres habitants du village.

En fait, ces groupements ruraux sont des coopératives de services, à caractère polyvalent, qui doivent se charger, pour le compte du village, de certaines missions telles que: la production, l'organisation des travaux de culture et celle des récoltes; la modernisation des méthodes de travail et de l'outillage utilisé; la mise en commun de l'équipement agricole. Il appartient également à ces groupes d'assumer les tâches suivantes: emballage et livraison des produits, approvisionnement en matériel pour la production, en semences, en denrées et articles d'usage courant, de même, ce sont les groupements qui doivent se procurer les crédits nécessaires et les garanties hypothécaires.

En ce qui a trait au « crédit agricole », le Service déjà mentionné prend en considération, à titre de garantie, des opérations de crédit pour la fourniture de matériel ou de produits, le capital social des groupements ruraux (les cotisations du groupe sont payées par les chefs de famille proportionnellement au revenu imposable du groupe familial, et ces cotisations ont le même caractère d'obligation que les impôts). Cependant, toute demande de prêt émanant du groupement rural doit être approuvée au préalable par l'assemblée générale; tous les membres du groupe s'engagent solidairement à rembourser le prêt et, en premier lieu, les membres du Conseil d'administration.

Le règlement interne du Service de crédit agricole précise encore que les octrois de crédit devront respecter les normes suivantes:

- 1) ils ne doivent pas excéder cinq fois la valeur du dépôt de garantie;

- 2) ils ne doivent pas donner lieu à l'émission de traites annuelles dont le montant dépasse 33% du revenu annuel des bénéficiaires;
- 3) ils doivent être consentis une fois obtenu l'avis favorable des autorités régionales.

Le Service, de même que tous les instituts de crédit agricole existant en Afrique, se propose de contribuer à la diffusion des outillages agricoles, des engrais, des produits anti-parasitaires, etc. Pour diffuser l'emploi de l'équipement agricole moderne, le Mali s'adresse principalement aux anciens élèves des écoles d'agriculture donnant des cours périodiques: celles-ci accueillent à chaque saison de culture un certain nombre de jeunes paysans qui y travaillent sous la direction d'un personnel de spécialistes. Après avoir fréquenté l'école, il est prévu que les élèves recevront un prêt, remboursable en cinq ans, leur permettant d'acheter une unité de culture traditionnelle.

MAROC

Situé au nord-ouest de l'Afrique, le Maroc est baigné à la fois par la Méditerranée et par l'Océan Atlantique. Il s'étend sur 445.500 km² et, d'après une évaluation de juin 1969, sa population est de: 15.050.000. Autrefois protectorat français, il est devenu indépendant le 2 mars 1956.

Bonnes ressources minières (il occupe la troisième place dans le monde pour les phosphates; il possède, en outre, du fer, du manganèse, du cobalt et du plomb). Les ressources agricoles sont variées, florissantes et permettent la culture et l'exportation de primeurs.

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

La Banque centrale du Maroc (Banque du Maroc) fut constituée le 30 juin 1959. Elle a repris l'organisation et les activités de la Banque d'Etat, créée en 1906 par un groupe d'instituts financiers français. Cette dernière avait toujours été à la fois banque d'émission et banque commerciale. Ce double rôle a été conservé par la Banque du Maroc.

Après avoir obtenu son indépendance le Maroc entra dans la zone franc. Le franc marocain fut émis à la valeur du pair avec le franc français, et sa convertibilité au pair fut assurée par le Trésor français qui créa une ligne de crédit en faveur de la Banque centrale.

La parité de la monnaie cessa lorsqu'en 1958 le Maroc jugea inopportun de dévaluer sa monnaie en même temps que le franc français.

La réforme monétaire fut effectuée cependant en 1959, elle fut axée sur la dévaluation du franc marocain dans la proportion de 20,44% et son remplacement par le dirham suivant un rapport de conversion de 1 à cent. La parité de la nouvelle monnaie fut fixée à 5,06 dirham par dollar des Etats-Unis et 1,025 dirham par franc français. Après la réforme le Maroc a adopté une politique monétaire indépendante.

ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

La Banque centrale est un institut public au capital de 20 millions de dirham entièrement souscrits par l'Etat. Il se compose des organes suivants: le Gouverneur; le Conseil; le comité des directeurs; les commissaires aux comptes.

Le Gouverneur est désigné par un décret royal sur proposition du Ministre des Finances et son mandat est de durée indéterminée; il coordonne et dirige les activités de la Banque conformément aux normes du statut et aux délibérations du Conseil. Dans l'exercice de ses fonctions il est assisté soit d'un sous-gouverneur, qui le remplace en cas d'empêchement, soit d'un directeur général qui est placé sous sa dépendance directe. Le directeur général est nommé par un décret du Ministre des Finances sur proposition du Gouverneur et conformément à une délibération préalable du Conseil.

Celui-ci comprend: le Gouverneur, qui le préside; le sous-gouverneur ou le directeur général; un certain nombre de présidents ou de directeurs généraux des instituts de crédit à participation gouvernementale, dont la liste est établie par le Ministre des Finances; trois représentants ministériels nommés par le Ministre

du Trésor, le Ministre de l'Economie nationale et le Ministre de l'Agriculture, respectivement; deux conseillers désignés par le Ministre des Finances compte tenu des fonctions exercées par eux dans le domaine économique et financier.

Outre la présidence du Conseil, le Gouverneur a pour mission de: préparer l'ordre du jour et sanctionner en les approuvant toutes les délibérations du Conseil. Relèvent de la compétence de ce dernier: les délibérations concernant l'activité bancaire (ouverture de filiales, organigramme interne, réglementation des rapports de travail du personnel du point de vue normatif et économique, nomination des fonctionnaires de la banque), l'activité en matière de politique monétaire, du crédit et des changes. Les délibérations ayant trait au réescompte, toutefois, ne peuvent être adoptées et devenir opérationnelles qu'après avoir reçu l'approbation préalable du Ministre des Finances.

RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

De même que pour les banques centrales de nombreux pays d'Afrique, la mission fondamentale de la Banque du Maroc est de régler le cours de la circulation monétaire afin de satisfaire l'exigence primordiale de l'expansion économique, et de s'efforcer en même temps de sauvegarder au pouvoir d'achat de la monnaie sa stabilité.

Pour lui permettre d'atteindre ces objectifs, il est de la compétence exclusive de la Banque centrale: 1) d'émettre la monnaie légale et d'effectuer toutes opérations sur l'or et les devises susceptibles d'accroître le volume de la circulation monétaire; 2) de réescompter les effets et de consentir des crédits aux banques commerciales; 3) d'entretenir des rapports bancaires avec l'Etat et de lui servir d'agent financier.

L'exécution de ces missions qui caractérisent une banque centrale n'exclut pas qu'elle entretienne des rapports avec la clientèle privée qui peut y effectuer toutes les opérations typiques des banques commerciales.

C'est à la Banque centrale qu'il appartient, ainsi qu'on l'a dit plus haut, d'émettre la monnaie, droit qui lui est exclusif, et d'effectuer toutes les opérations comportant des modifications de la masse circulante (opérations en devises, financement du Trésor, réescompte d'effets, opérations de marché ouvert). Il lui incombe aussi, afin de pouvoir faire face aux émissions de monnaie qu'elle effectue, de constituer une réserve or ou une réserve de devises convertibles en or, dont le montant sera égal à un neuvième au moins de la somme totale des billets en circulation. Sur décret publié par le Ministre des Finances à la requête du Conseil de la Banque, ce pourcentage de réserve peut être augmenté jusqu'à représenter un tiers de la masse circulante.

RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ÉTAT

Le gouvernement élabore la politique financière de l'Etat en étroite collaboration avec la Banque centrale, celle-ci jouant le rôle de conseiller, même dans les relations financières internationales. Dans ce but, la Banque participe à la négociation des accords, et agit parfois pour le compte du gouvernement dans la stipulation des emprunts étrangers. La banque est, en outre, l'agent du Trésor pour toutes les opérations bancaires, de crédit, et fiscales de celui-ci. Elle assure, en particulier, le service de caisse, et en cas de déséquilibre entre recettes et dépenses, elle peut accorder au Trésor des avances jusqu'à un plafond de 10% des recettes du bilan, pour une durée maxima de 240 jours, consécutifs ou non, au cours d'une année. Elle est, en outre, responsable de l'émission, de la conversion

et du remboursement ainsi que du service financier des emprunts de l'Etat; elle peut être chargée de ces mêmes services pour des emprunts garantis par l'Etat. La banque effectue gratuitement tous ces services pour le compte du Trésor. Lorsqu'il s'agit d'opérations avec l'étranger, toutefois, si elles sont effectuées dans l'intérêt de l'Etat, ce dernier rembourse à la banque toute perte due au change.

La totalité de la réserve en devises étrangères est déposée à la Banque et sert d'instrument essentiel à cette dernière pour la réalisation des plans de développement économique. A cet effet, le contrôle des changes qui relève de la compétence du Ministre des Finances a été délégué à la banque à qui il appartient de l'utiliser comme instrument de sa politique monétaire.

Dans le cadre des rapports avec l'Etat, il convient de rappeler également que toutes les administrations publiques sont tenues de procéder à leurs opérations bancaires par l'entremise de la Banque centrale.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

Le but principal de la Banque centrale est d'assurer au système économique la disponibilité des ressources financières permettant une expansion bien équilibrée, tout en évitant que la circulation monétaire augmente au point d'aboutir à l'inflation. En dirigeant et contrôlant le crédit, la Banque centrale a insisté principalement sur la restriction quantitative et qualitative de celui-ci, (détermination des plafonds) et sur la manipulation des réserves obligatoires des banques (fixation des coefficients minima). Une action de persuasion constante a été entreprise pour convaincre les banques de collaborer avec la Banque centrale.

Les banques du Maroc ont formé un « comité » et la Banque centrale a sans cesse fait pression sur ce dernier pour qu'il recoure

à ses pouvoirs institutionnels afin que la distribution du crédit réponde de manière cohérente aux orientations générales de la politique.

En 1960, on introduisit un système de contrôle de crédit basé sur la fixation d'un plafond de réescompte pour chaque banque, et sur l'obligation d'obtenir une autorisation préalable en vue de l'octroi de certaines formes de crédit. On a voulu ainsi contenir le volume du crédit dans des limites compatibles avec l'expansion des activités industrielles et commerciales, de même qu'avec la stabilité de la monnaie, garantissant toutefois que les demandes de crédit émanant d'activités prioritaires soient entièrement satisfaites.

La Banque centrale accepte de réescompter les effets commerciaux portant au moins trois signatures et les effets émis par des sociétés industrielles ou agricoles ayant au moins deux signatures, et n'ayant pas plus de 90 jours à courir. Peuvent être également présentés au réescompte les effets commerciaux concernant des financements à moyen terme garantis par trois signatures au moins (l'une d'elles étant celle de l'institut qui a consenti le financement) dont l'échéance ne soit pas supérieure à cinq ans à dater du jour de leur présentation à la Banque centrale. Cette dernière a même un département réservé aux activités bancaires commerciales et est expressément autorisée (art. 36, chapitre IV du Statut) à ouvrir et tenir des comptes courants, à recevoir des titres en dépôt, à louer des coffres-forts et à effectuer toutes opérations sur titres. Le double rôle de banque centrale et de banque commerciale est une tradition au Maroc qui a donné des résultats positifs. En effet, par l'intermédiaire de son département commercial, la Banque peut augmenter les octrois de crédit aux secteurs considérés prioritaires et parvenir ainsi à apporter une très large contribution à la réalisation des objectifs poursuivis par les plans de développement économique et social du Pays.

SYSTÈME BANCAIRE

Le Maroc présente un des systèmes bancaires les plus diversifiés et importants d'Afrique. On y voit opérer en plus de la Banque centrale une trentaine de banques commerciales (ayant plus de deux cents agences), sept banques populaires, de nombreux instituts financiers spécialisés, une banque de développement et, enfin, une caisse d'épargne qui exerce ses activités par l'intermédiaire du réseau des bureaux de poste.

La première banque commerciale, *Banco Salvador Hassan y Hijos*, fut constituée en 1865. Le temps passant, un grand nombre d'autres banques vinrent s'y adjoindre, elles furent surtout créées en proportion de l'expansion prise par les échanges commerciaux. Cette évolution s'effectua presque exclusivement à l'aide de filiales des grandes banques étrangères, la majorité étant française; ce ne fut qu'en un second temps que ces filiales se transformèrent, eurent leur propre structure, et devinrent juridiquement indépendantes de la banque mère tout en restant unies à celle-ci par des relations financières étroites.

Une fois le Maroc devenu indépendant, diverses banques étrangères cessèrent leurs activités ou furent cédées à des intérêts locaux. On effectua une restructuration selon la loi marocaine de la plupart des banques étrangères, et dans plusieurs d'entre elles l'Etat ou d'autres administrations locales ont pris des participations sous forme d'actions. Quant au volume d'affaires, on estime que les banques commerciales recueillent approximativement 90% de l'ensemble des dépôts bancaires et distribuent environ 50% du crédit.

Il convient de citer, parmi les instituts bancaires spécialisés, créés avec le concours de la Banque centrale, ou de l'Etat: la Banque marocaine du commerce extérieur, qui se consacre à l'expansion du commerce avec l'étranger; la Caisse nationale de crédit agricole

chargé de l'octroi du crédit à l'agriculture; la Caisse de dépôt et de gestion qui effectue, pour le compte de l'Etat, les opérations financières et prend les participations au nom du gouvernement dans le cadre du programme des plans de développement; la Caisse marocaine des marchés qui pourvoit au préfinancement des travaux adjudicataires de l'Etat et des administrations publiques; la Caisse des prêts immobiliers du Maroc qui distribue le crédit à l'industrie hôtelière et à celle du bâtiment.

La Banque nationale pour le Développement économique a pour objet de promouvoir le développement économique du Pays. Elle est habilitée dans ce but à: 1) accorder des prêts à long terme; 2) escompter ou prendre en pension des effets représentatifs du crédit à moyen terme; 3) fournir tout type de garantie, en particulier au moyen d'endos, pour l'extension de tous les genres de sociétés ou d'entreprises; 4) administrer tous fonds, publics ou privés; 5) prêter son concours à l'Etat, selon toutes modalités considérées nécessaires, et apporter son concours à toutes les institutions ayant pour mission d'étudier et d'exécuter les plans de développement économique.

Pour lui permettre d'exercer ses activités, la Banque susdite de développement a la faculté, non seulement d'employer son capital propre, mais d'émettre des obligations, de contracter des emprunts, de recevoir des avances et des subventions de l'Etat. Elle n'est pas autorisée, par contre, à accepter des dépôts du public. Son capital a été fixé à 30 millions de dirham et a été souscrit par moitié par l'Etat, la Banque centrale et d'autres institutions publiques; l'autre moitié ayant été souscrite par des banques locales et étrangères.

MAURICE (ÎLE)

L'île Maurice appartient au groupe d'îles formant l'archipel des Mascareignes. Elle est située à l'est de Madagascar dans l'Océan Indien. Elle a une superficie de 1.865 km², et sa population a été évaluée en décembre 1968 à 194.000 habitants. Autrefois colonie britannique, elle est indépendante depuis le 12 mars 1968 et fait partie du Commonwealth. Elle a une économie agricole tropicale (elle exporte du sucre et du thé).

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

La *Bank of Mauritius* a été fondée par une loi du 28 septembre 1966, mais n'a ouvert ses guichets que le 1er juillet 1967. Un nouveau décret du 19 décembre 1968 a apporté des modifications partielles au statut de la Banque, celle-ci exerce actuellement toutes les activités d'une banque centrale aussi bien en matière d'émission de la monnaie qu'en ce qui concerne le contrôle financier, elle coordonne étroitement son action à la politique du gouvernement.

Bien qu'elle fasse partie de la zone sterling, l'Île Maurice a adopté un système monétaire qui lui est particulier. L'unité monétaire est la roupie, divisée en cent centimes, sa valeur est de 0,18 dollars des Etats-Unis, elle a donc la parité avec le franc français.

ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

La *Bank of Mauritius* est un organisme public, ainsi qu'on l'a dit sa fondation et son statut ont fait l'objet d'une loi, ses activités

sont donc également fixées par la loi. Le capital de dotation de la Banque a été versé par l'Etat et s'élève à dix millions de roupies. A la fin de chaque exercice annuel 25% des bénéfices de gestion devront être placés dans un fonds de réserve générale jusqu'à ce que celui-ci atteigne un volume qui soit au moins égal à celui du capital de dotation.

C'est au Conseil d'administration qu'est confiée la mission de formuler la politique de la Banque et d'en diriger l'activité, ce Conseil se compose: du Gouverneur; du directeur général; et de conseillers dont le nombre ne peut être inférieur à trois et supérieur à cinq.

Le Gouverneur est également président du Conseil. Etant la plus haute autorité de la Banque, il en est le représentant légal et le responsable, en particulier de son organisation et de sa gestion ordinaire. Il est nommé par le gouvernement après délibération de ce dernier sur proposition du Premier Ministre. La durée du mandat est de cinq ans mais le décret désignant le Gouverneur peut contenir des clauses ou des conditions différentes.

Le directeur général dirige les activités quotidiennes courantes de la Banque et les transactions générales. Il doit rendre compte de ces actes au Gouverneur. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier il peut être chargé d'agir en son nom et de le remplacer. Le directeur général doit être choisi parmi les personnes dont l'expérience est confirmée en matière de banque et de monnaie. Sa nomination a lieu, sur proposition du Premier Ministre, par décret du gouvernement qui fixe les termes et modalités de son mandat. Le Gouverneur et le directeur général sont responsables vis-à-vis du Conseil d'administration de tous leurs actes et décisions.

Les membres du Conseil d'administration sont désignés par le Premier Ministre sur proposition du Ministre des Finances; la

durée de leur mandat est de trois ans, ils doivent être choisis parmi les personnes possédant une expérience confirmée dans le domaine bancaire et financier et dans les principales activités économiques du Pays. Aux termes de son statut le Conseil d'administration doit se réunir au moins une fois tous les deux mois, mais il peut être convoqué plus souvent si nécessaire. Il est présidé par le Gouverneur, ou en l'absence de celui-ci par le directeur général. Ses délibérations sont valides lorsque trois de ses membres au moins sont présents (y compris le Président). Les délibérations ont lieu à la majorité des voix des membres présents, et en cas de parité, c'est le vote du Président qui a la priorité. Le Conseil dirige l'ensemble des activités de la banque; il est responsable, en particulier, de l'élaboration de la politique monétaire, de la formulation et de la réalisation de celle du crédit; de la fixation des taux d'escompte et de réescompte ainsi que de ceux sur les avances faites au gouvernement et à sa clientèle; de la fixation du taux de change auquel seront achetées et vendues les devises étrangères. Relèvent, en outre, de la compétence du Conseil: l'approbation du bilan et la distribution des bénéfices; la nomination des commissaires aux comptes; l'approbation des contrats de travail du personnel de l'institut; la désignation des fonctionnaires et autres employés (cette dernière mission peut être déléguée en partie ou dans sa totalité au Gouverneur qui, cependant, devra tenir le Conseil au courant des nominations effectuées).

RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

La *Bank of Mauritius* est statutairement habilitée à exercer les fonctions de Banque centrale, en particulier en ce qui concerne la mission de défendre la valeur de la monnaie à l'intérieur et à

l'extérieur, ainsi qu'à en assurer la convertibilité. En outre, la Banque est tenue de faire en sorte que soient créées les conditions monétaires susceptibles de consolider le système financier et de contribuer à l'accroissement du développement économique et social du Pays. Pour atteindre ces buts la banque formule et exécute la politique monétaire, contrôle les changes, élabore des mesures relatives au crédit, contrôle et finance les autres banques, finance la dette publique.

La Banque centrale jouit exclusivement du droit d'émettre la monnaie légale du Pays. Elle est donc seule compétente à effectuer toutes les opérations que comporte une nouvelle émission. Pour garantir la circulation monétaire, cette banque doit, cependant, constituer une réserve or ou une réserve en devises étrangères convertibles dont le montant ne doit pas être inférieur à 50% de la valeur des billets et des monnaies en circulation outre celle des autres passifs à vue. Sur une recommandation présentée à l'unanimité par le Conseil d'administration, le Ministre des Finances peut, dans des circonstances exceptionnelles, autoriser la Banque à modifier le pourcentage minimum de la réserve pendant un laps de temps n'excédant pas six mois. Cette limite de temps pourra être outrepassée uniquement après délibération de l'assemblée législative qui sera publiée sur le Journal Officiel.

RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ETAT

La *Bank of Mauritius* est tenue d'exercer la fonction de banquier de l'Etat. Comme elle ne possède pas de filiales, elle peut, toutefois, charger d'autres banques, opérant en qualité d'agents, de procéder à l'exécution des affaires bancaires du gouvernement sur les places où elle n'est pas représentée. Le gouvernement, de son

côté, peut avoir des comptes dans d'autres banques à l'intérieur du Pays, à condition que décision en soit prise par le Ministre des Finances sur la demande de la Banque centrale.

Après avoir consulté au préalable le Gouverneur de la Banque, le Ministre des Finances peut donner à celle-ci les directives considérées nécessaires dans l'intérêt du Pays. Par ailleurs, le Gouvernement doit prendre avis de la Banque pour l'élaboration de la politique économique et financière. La Banque centrale doit tenir le gouvernement informé sur toute question qui, selon elle, peut avoir une influence sur la possibilité d'atteindre les buts qu'il poursuit. La Banque doit, en outre, prendre soin de l'émission et de la gestion des titres de la dette publique dans le Pays, qu'il s'agisse d'emprunts de l'Etat ou d'autres organismes publics ou encore provenant de personnes morales et statutaires (pour ces dernières, toutefois, une délibération spéciale du Conseil d'administration est requise).

En cas de besoin la Banque peut consentir des avances à l'Etat (au taux d'intérêt que la Banque fixera à chaque fois) qui seront utilisées pour couvrir des déficits de caisse temporaires. Le montant global de ces prêts ne pourra excéder 10% des recettes prévues pour le budget de l'année financière au cours de laquelle ils sont octroyés. Leur durée ne pourra se prolonger au-delà des quatre mois qui suivront la clôture de l'année financière. De toutes manières, tant que ne seront pas remboursées les avances déjà dues, il ne pourra en être consenties d'autres au Trésor.

La *Bank of Mauritius* est également habilitée à procéder à l'achat et à la vente de titres d'Etat dont l'échéance n'excèdera pas vingt ans, s'ils ont fait l'objet d'une souscription publique, ou s'ils font partie d'une émission offerte au public au moment de l'achat. Le montant global des titres possédés ne pourra à aucun moment

dépasser 30% des recettes de la prévision budgétaire approuvée par l'Assemblée législative pour l'année financière en cours. Sont exclus de ce calcul les fonds d'Etat dont la Banque a fait l'acquisition pour investir ses propres fonds.

Enfin, une fois obtenue l'autorisation du Ministre des Finances, et jusqu'à la concurrence de 50% de son capital propre et de ses réserves, la Banque centrale a la faculté de souscrire ou d'acheter des actions de sociétés constituées avec l'approbation ou sous l'égide du gouvernement, en vue de faciliter le financement de l'expansion de l'économie.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET DU CRÉDIT

Lorsqu'elle accomplit sa mission dans le domaine monétaire et dans celui du crédit, la *Bank of Mauritius* agit comme la banque des banques, et les relations avec les particuliers sont exclues de son champ d'activités (à l'exception de la tenue des comptes de son propre personnel). Dans son action en vue de conserver à la monnaie son pouvoir d'achat — tout en poursuivant une politique tendant à stimuler l'expansion de l'économie — cette Banque a recours aux instruments ci-après: manoeuvre du taux officiel de l'escompte; fixation des plafonds du réescompte; manoeuvre des réserves bancaires obligatoires; détermination du coefficient de liquidité que les banques sont tenues d'adopter; contrôle de la destination du crédit; persuasion morale.

Cette Banque est habilitée à acheter, vendre, escompter, réescompter les effets ou les billets à ordre portant deux signatures au moins (dont l'une émanant d'une banque autorisée ou d'un autre institut de crédit qui soit son client) et dont l'échéance ne sera pas supérieure à 90 jours à dater de celui de sa présentation, si ces billets sont émis pour des opérations de nature commerciale.

L'échéance peut, toutefois, atteindre jusqu'à 12 mois à dater du jour de l'acquisition par la banque si ces titres de crédit ont été émis pour financer des opérations agricoles saisonnières, ou des opérations concernant les pêcheries et les élevages, ou encore les activités commerciales s'y rapportant, ainsi que les processus de fabrication pour l'agriculture ou les mines, restant bien entendu que toutes les autres caractéristiques requises étant satisfaites les titres en question doivent être bancables.

Aux instituts de crédit qui sont ses clients la Banque consent des avances contre de l'or, des fonds d'Etat dont l'échéance n'excède pas vingt ans, des effets commerciaux et des billets à ordre bancables, de telles avances sont à terme fixe ne pouvant excéder trois mois et leur valeur peut aller jusqu'à 75% de la valeur nominale des biens donnés en gage.

Lorsque les cautions offertes sont des *warrants* ou d'autres titres équivalents représentatifs de la propriété des biens, et spécialement s'il s'agit de denrées alimentaires de première nécessité ou d'autres biens dûment assurés et accompagnés d'une lettre de cession en garantie délivrée par le propriétaire, cette avance peut être accordée dans la proportion de 60% de la valeur courante de marché des biens en question.

SYSTÈME BANCAIRE

L'activité bancaire s'est surtout développée dans l'île Maurice grâce aux banques anglaises. En effet, jusqu'au moment où il a obtenu son indépendance les instituts de crédit opérant dans le Pays étaient tous des filiales directes ou indirectes de banques britanniques. Le système financier actuel comprend: 1) six banques commerciales dont deux sont nationales (la *Mauritius Commercial Bank* et la *Mauritius Cooperative Central Bank*) et quatre étran-

gères (*Barclays Bank*; *Baroda Bank*; *Habib Bank*; *Mercantile Bank*); 2) un institut public spécialisé dans le crédit immobilier et industriel pour l'Agriculture (la *Mauritius Agricultural Bank*); 3) un organisme de crédit à moyen et long terme (*Barclays Overseas Development Corporation Ltd.*); 4) une caisse d'épargne postale; 5) une banque de développement (*Development Bank of Mauritius*).

La Banque de développement est une société publique — administrée par un Conseil désigné par le Ministre des Finances — et chargée de faciliter l'acquisition des ressources financières nécessaires à la réalisation de leurs programmes à celles des entreprises dont l'expansion est d'intérêt public. Cette banque recueille des fonds sous forme de dépôts, de titres d'obligations, de quotas de participation au capital (ces fonds proviennent principalement de l'Etat et d'organismes financiers internationaux). Elle octroie des crédits à moyen et long terme aux entreprises agricoles et industrielles, à des taux qui sont en général inférieurs de 2,5 à 3% par rapport à ceux pratiqués habituellement dans les banques commerciales.

Il convient enfin de rappeler que, depuis 1963, un marché financier existe à Port Louis dont les activités sont réglementées par la loi et où sont négociés des actions et des titres à revenu fixe (privés, d'Etat ou étrangers).